

BIBLIOTHÈQUE DES TERRITOIRES

Banlieues populaires



Territoires, sociétés, politiques

dirigé par
Marie-Hélène Bacqué
Emmanuel Bellanger
Henri Rey

BANLIEUES POPULAIRES

La collection *Bibliothèque des territoires*
est dirigée par Jean Viard

Cette publication a bénéficié du soutien financier
du LabEx DynamiTé dans le cadre du programme « Investissements d'Avenir »,
des laboratoires LAVUE et CHS,
des universités Paris Nanterre et Paris 1 Panthéon Sorbonne
et de la Fondation Gabriel Péri.

© Éditions de l'Aube, 2018
www.editionsdelaube.com

ISBN 978-2-8159-2304-0

Marie-Hélène Bacqué
Emmanuel Bellanger
Henri Rey

Banlieues populaires

Territoires, sociétés, politiques

éditions de l'aube

Introduction

Banlieues populaires est une contribution plurielle aux débats contemporains sur l'enracinement des inégalités et la relégation des territoires populaires qui caractérisent la transformation des métropoles. L'ouvrage concilie plusieurs approches pour analyser les métamorphoses de ces territoires, du point de vue de leur peuplement, de leurs sociologies et de leurs paysages, sous l'effet des mutations économiques, des mouvements migratoires successifs et des politiques publiques. L'âge de la « ville industrielle » est ici fondateur (Duby, 1983). Il marque l'avènement des banlieues et d'une typologie contrastée de territoires unifiés mais aussi ségrégués par la conjugaison de trois mouvements : l'urbanisation, le déploiement des réseaux et la polarisation des richesses foncières et financières (Harvey, 2010). Ce nouvel âge industriel et urbain, qui donne forme aux banlieues populaires, se produit dans un contexte marqué par les vives concurrences auxquelles se livrent les métropoles de la vieille Europe et du Nouveau Monde (Pinol, 2003). Leur gestion et leur gouvernance doivent servir leur attractivité, les mobilités et la croissance (Le Galès, 2003) ; elles doivent aussi veiller à limiter les fragmentations territoriales et à préserver la paix sociale, sans remettre en cause les fondements des inégalités sociales et l'enracinement de « sociétés distinctes » (Bérubé, 2015) et de l'entre-soi communautaire de la grande bourgeoisie (Pinçon & Pinçon-Charlot, 1994). Au-delà des distances sociales, liées aux origines, au genre, à l'âge ou au statut, c'est la coexistence et la reconnaissance même de l'autre, de l'étranger, de son histoire et de son capital social (Retière, 2003) qui constituent un véritable enjeu dans les territoires populaires qu'analysait, il y a près d'un siècle, l'école de Chicago (Grafmeyer & Joseph, 1979). La volonté d'observer les mutations, les relégations et les recompositions sociales de ces territoires, souvent stigmatisés

à l'heure de transformations métropolitaines majeures, est à l'origine de ce projet éditorial, né d'échanges, de croisements de recherches et de confrontations d'expériences¹.

Le choix des mots : histoire et usages

« Banlieues populaires », l'expression apparaîtra pour certains comme un pléonasme tant le terme banlieue a pris, à travers le temps, une connotation négative désignant des lieux abandonnés par les pouvoirs publics ; des lieux décrits comme des territoires de « non-droit » (Rey, 1996), habités par des populations désaffiliées, si ce n'est « dangereuses » (Chevalier, 1958). Tout un imaginaire urbain s'est ainsi cristallisé autour du terme banlieue, de plus en plus associé à celui de « quartiers », voire de « ghetto » (Lapeyronnie, 2008 ; Wacquant, 2007).

Pourtant, comme le rappelle l'historien Alain Faure dans *L'Aventure des mots de la ville*, banlieue, au sens étymologique, désigne « l'étendue de pays, d'une lieue ou de plusieurs lieues [...] soumise à la municipalité » (Faure, 2010 : 73) ; par extension, elle marque ainsi la subordination originelle, financière et hiérarchique, des territoires périphériques à la ville centre. Au cours du XIX^e siècle, la banlieue est aussi devenue une terre de villégiature où les bourgeois vont prendre le bon air et forger de nouvelles sociabilités (Rabault-Mazières, 2014). Naissent ainsi les « belles banlieues » dont la morphologie subsiste dans l'Ouest parisien

1. Ce livre est l'aboutissement d'un travail collectif élaboré dans le cadre d'un séminaire organisé au Cevipof. Ses origines remontent au groupe « Banlieues » du Cevipof, réuni à partir de 1984, à l'initiative d'Henri Rey et de Stéphane Courtois avec l'appui d'Alain Lancelot, directeur du Cevipof. Il s'est poursuivi avec le concours de Marie-Françoise Souchon-Zahn puis, après le départ de Stéphane Courtois, celui de Florence Haegel et celui d'Yves Sintomer de 1997 à 1999, de François Platone et d'Yves Sintomer de 2000 à 2002 et de Simon Ronai en 2003. Ses thématiques successives furent la xénophobie en banlieue, l'encadrement politique, la démocratie participative et la politique de la ville et le communisme municipal.

À l'origine de cet ouvrage, une nouvelle formule du séminaire « Banlieues populaires », centrée sur le département de la Seine-Saint-Denis, s'est tenue au Cevipof de 2010 à 2015 à l'initiative de Marie-Hélène Bacqué, d'Emmanuel Bellanger et d'Henri Rey. Le séminaire fut fréquenté par des enseignants-chercheurs, des étudiants, des élus, des cadres territoriaux, des responsables associatifs, des travailleurs sociaux et des militants investis dans les banlieues et les quartiers populaires et s'intéressant aux enjeux politiques, sociaux et urbains de leurs transformations.

ou en Seine-Saint-Denis dans des enclaves comme la ville du Raincy (Charmes *et al.*, 2018). Certaines banlieues sont aussi maraîchères et sous influence rurale (Philipponneau, 1956). Dès le début du xx^e siècle, avec l'étalement urbain exceptionnel, qui se concentre sur l'agglomération parisienne, leurs formations et leurs fonctions sont diverses ; les banlieues sont agricoles ou résidentielles, industrielles ou plus contrastées et mêlées. Toutes partagent des liens d'interdépendance avec les capitales qu'elles encerclent et desservent (Fourcaut *et al.*, 2007).

Les communes de traditions ouvrières, en croissance et en mutation depuis les années 1820-1830, sont très tôt sujettes à des expressions et à des manifestations « d'urbaphobie » (Baubérot & Bourillon, 2009). Dans ce registre, la « peur du pauvre » est ancestrale (Bonelli, 2009) ; elle est figurée mais aussi territorialisée (Fassin, 1996). À la fin du xix^e siècle, les banlieues ouvrières sont comparées à des zones en voie de sécession, travaillées par le socialisme et, dès les années 1920, par le communisme. Ces banlieues ouvrières sont surtout le produit des ségrégations, de la spéculation foncière et de la hiérarchisation des territoires (Bastie, 1964 ; Brunet, 1985). Elles se sont composées autour de la « centralité ouvrière » (Vigna, 2012), animée par des mouvements sociaux (Pigenet & Tartakowsky, 2012). S'il n'y a jamais eu d'unité dans le monde ouvrier, le sentiment d'appartenance à un « nous » collectif et à un territoire d'adhésion a pris forme dans des quartiers et des banlieues populaires (Hoggart, 1957). Il s'est renforcé et transmis dans la pratique d'une sociabilité souvent communale, festive et militante, faite de traditions municipales (Boucheron, 2010), de proximité, de lieux de mémoire et d'usages sociaux et collectifs de la politique (Aguhlon, 1997 ; Lefebvre & Le Bart, 2005). C'est cette configuration qui vole en éclats à partir des années 1960 ; ce livre, *Banlieues populaires*, rend compte de ces bouleversements.

L'adjectif « populaire » est ici compris dans son acception la plus large, qui a trait au peuple, aux classes sociales situées en bas de l'échelle. Son emploi porte en lui de nombreuses ambiguïtés liées à son utilisation médiatique et politique. Les sciences sociales hésitent à en faire une catégorie d'analyse (Siblot *et al.*, 2015). Le glissement du qualificatif « ouvrier » vers celui de « populaire » au cours des trente dernières années serait en soi un sujet de recherche. Il tient pour une part à la transformation du monde ouvrier, à sa diversification et à son invisibilisation sociale et politique (Beaud & Pialoux, 1999). Contre le mythe d'une classe ouvrière homogène, Susanna Magri, Gérard Noiriel et Christian Topalov insistaient dès les années 1980 sur l'hétérogénéité des groupes ouvriers, de leurs espaces urbains et de leurs parcours dans la ville (Magri & Topalov, 1989 ; Noiriel, 1986). Cette diversité caractérise aujourd'hui

de façon accentuée les classes populaires parfois décrites comme un archipel. Si la population ouvrière n'a pas disparu des banlieues populaires, elle côtoie d'autres groupes sociaux, aux origines et parcours divers. Elle est imprégnée de l'apport de différentes strates d'immigration.

Pour appréhender cette diversité, ce projet éditorial cherche à croiser les approches et les échelles, à articuler analyses structurelles sur les transformations économiques, sociales et urbaines des banlieues populaires et travaux monographiques permettant de saisir, au plus près du terrain, les diversités locales et les expériences sociales. En réunissant des contributions de géographes, de sociologues, d'économistes, d'historiens, d'ethnologues ou de politistes, ce livre s'appuie sur une démarche résolument pluridisciplinaire tout en s'inscrivant dans le champ des études urbaines. Cette démarche collective s'effectue dans un contexte, le nôtre, où nombre de représentations tiennent à une méconnaissance profonde des banlieues populaires, de leur complexité et de leur épaisseur historique. L'impact social de la désindustrialisation et de la conversion tertiaire de l'économie, les trajectoires d'immigration, les (dés)affiliations politiques et identitaires, sont autant d'éléments parmi d'autres qui expliquent les ruptures mais aussi les continuités de ces territoires : ce « temps cristallisé », selon l'expression de Marcel Roncayolo (1990). L'analyse de la vie sociale, de la façon dont les habitants vivent ensemble et séparément, se mobilisent, se cultivent ou pratiquent leur religion permet aussi de dépasser des visions surplombantes, extérieures et souvent anxieuses. Dans cet esprit, l'ouvrage collectif *Banlieues populaires* croise les témoignages et les récits d'expériences avec les travaux de recherche pour confronter les regards et les mettre en discussion tant il nous semble que le rôle des sciences humaines est précisément de contribuer au débat public¹.

Les banlieues populaires, un enjeu social et politique du temps présent

Des essais récents à fort succès politique et médiatique défendent que les banlieues populaires ne seraient plus un enjeu social et politique majeur (Guilly, 2014). L'insistance mise, depuis des décennies, sur les difficultés de ces territoires aurait conduit à occulter le déplacement et la

1. Cet ouvrage ne prétend pas à l'exhaustivité. Tous les domaines ne sont pas couverts, tels les études sur la vie pavillonnaire, la production immobilière, le rôle du sport, les pratiques musicales ou le monde du travail. Sa densité souligne cependant le foisonnement et le renouvellement des travaux sur les banlieues populaires, dont la restitution reste souvent morcelée et repliée sur des champs disciplinaires.

concentration des problèmes sociaux dans les espaces périurbains situés aux franges des métropoles. Cette thèse est discutable de bien des points de vue, en particulier quand elle ne voit dans la *France périphérique* que des territoires peuplés de ménages modestes blancs, auxquels elle oppose les banlieues populaires caractérisées par une présence forte de l'immigration, réduisant ainsi l'analyse à une lecture ethno-culturelle binaire. Or les travaux sur la ségrégation socio-spatiale montrent que les inégalités sont toujours prégnantes, qu'elles se sont creusées dans les grandes villes françaises et en particulier dans la métropole parisienne, et que les écarts socio-économiques augmentent entre les quartiers les plus riches et les plus pauvres, les inégalités se concentrant toujours dans les banlieues populaires (Préteceille, 2006). Bien sûr, il existe d'autres territoires paupérisés, à l'image des petites villes et des villes moyennes de la décroissance. Mais les banlieues populaires demeurent, en matière de cohésion sociale et de justice spatiale, des enjeux essentiels dans les recompositions urbaines en cours. Ces enjeux sont réactivés en région parisienne avec la construction politique de la métropole du Grand Paris, la mise en chantier du Grand Paris Express (GPE), la poursuite des opérations de renouvellement urbain et l'accueil prochain des jeux Olympiques. Dans un contexte de concurrence urbaine néolibérale, à qui profiteront ces transformations ? Cette question est plus que jamais d'actualité.

La Seine-Saint-Denis, un territoire emblématique

La Seine-Saint-Denis, le « 9-3 » comme l'appellent certains de ses habitants, est devenue un territoire emblématique de ces banlieues populaires, qui tire sa spécificité de son histoire, de son peuplement et de l'ampleur des difficultés qui fragilisent son corps social. Une place centrale a été accordée dans cet ouvrage à ce territoire d'accueil et d'enracinement de l'immigration qui laisse présager de plus larges et profondes transformations. La Seine-Saint-Denis cristallise les inégalités sociales. S'y expriment des souffrances et des tensions. Pour mémoire, c'est en Seine-Saint-Denis, à Clichy-sous-Bois, qu'éclatent les révoltes urbaines en 2005. Ce territoire a aussi été l'un des terreaux de l'implantation de la banlieue rouge et le lieu d'innovations politiques et de créations culturelles.

De ce département populaire, c'est souvent une image déformée qui est donnée. Loin de représenter un espace homogène, le « 9-3 » est un territoire contrasté. Il réunit des communes de l'ancien département de la Seine – le Grand Paris des années 1900-1960 – parmi les plus riches de la métropole et des communes de la grande banlieue, l'ancienne

Seine-et-Oise, plus enclavées et sous-équipées. Les premières se sont longtemps et en majorité donné des maires socialistes et communistes, et se sont distinguées par une forte densité de services publics. Les secondes, rattachées à la sous-préfecture du Raincy pour la plupart d'entre elles, s'apparentaient en majorité à des banlieues résidentielles et plus conservatrices, au potentiel fiscal limité. La géographie économique de la Seine-Saint-Denis révèle aujourd'hui encore de très fortes disparités territoriales entre, d'un côté, un cœur départemental et des communes périphériques restés à l'écart des dynamiques métropolitaines, et, de l'autre, Plaine commune, au nord du département, Tremblay-en-France, au voisinage de l'aéroport CDG et les villes limitrophes de Paris, à l'image de Montreuil, qui ont su profiter de la mutation tertiaire de leur tissu économique.

Aux prises avec la globalisation et la mondialisation, les mutations sociales et urbaines observées en Seine-Saint-Denis prennent leur source dans des processus à l'œuvre à l'échelle régionale, nationale et internationale. Plusieurs contributions mettent en perspective ce territoire en usant de comparaisons et d'analyses plus globales qui soulignent la singularité mais aussi l'exemplarité de la Seine-Saint-Denis.

Dénouer les évidences

Les travaux sur les banlieues populaires sont souvent médiatisés et instrumentalisés, tant ils touchent à des mythes et à des imaginaires ancrés. Cet ouvrage tente de revisiter les idées reçues ou les fausses évidences en entrant dans la complexité, en faisant varier les niveaux d'analyse, en mobilisant le temps long et le temps présent, et en croisant les expériences. Aucun des processus décrits n'est univoque. Les banlieues populaires sont bien confrontées à un mouvement profond de paupérisation et de désaffiliation des groupes les plus fragiles (Castel, 1997 ; Bacqué & Sintomer, 2001). Pour autant, cette paupérisation s'accompagne d'une diversification sociale. La gentrification est bien à l'œuvre dans certains quartiers, mais elle est loin de représenter une vague inéluctable qui déplacerait toujours plus loin les classes populaires (Clerval, 2013). La notion de gentrification ne rend pas compte de formes « d'embourgeoisement » liées à des trajectoires sociales ascendantes de ménages habitant déjà ces territoires, y compris des ménages issus de l'immigration. Elle ne permet pas non plus d'appréhender les modalités de cohabitation qui se jouent entre classes moyennes et classes populaires dans des territoires ordinaires, ni paupérisés ni gentrifiés, constitutives des rapports sociaux en banlieues populaires.

Comme l'ont confirmé les forts taux d'abstention aux élections présidentielle et législatives de 2017, les banlieues populaires qui ont, dans certaines villes, pendant près d'un siècle donné corps au mythe de la banlieue rouge, sont aujourd'hui frappées par la démobilisation électorale. De nouvelles formes d'expression collective et militante s'y développent pourtant, marquées notamment par l'entrée en politique d'une génération « issue de l'immigration » (Bacqué & D'Orazio, 2015).

Les banlieues populaires sont des terres d'immigration où, dans un contexte postcolonial, se posent sans doute plus qu'ailleurs les enjeux d'intégration de nouvelles populations, mais aussi de racisme et de discrimination. Dans la période récente, le débat et les politiques publiques se sont crispés sur la crainte d'un supposé communautarisme alimenté par un rejet de la visibilisation de la pratique de l'islam. Les banlieues populaires seraient ainsi devenues des lieux du repli communautaire où le pacte républicain serait mis en péril. Dans cette représentation caricaturale sont superposés immigrés, populations minorisées et musulmans. Le recours à l'histoire permet cependant d'éclairer le rôle des communautés populaires, caractérisées à la fois par une identité sociale, un ancrage local, une affiliation politique, et parfois même par des pratiques culturelles et une origine commune dans les processus d'intégration individuelle et collective et dans la construction politique des banlieues populaires.

Les rapports de genre sont également prégnants dans les banlieues populaires et concentrent, eux aussi, l'attention médiatique. Olivier Schwartz montrait déjà leur importance dans la structuration des sociabilités et des modes de vie populaires dans son étude sur « le monde privé des ouvriers » (Schwartz, 1990). Ces rapports de genre n'y sont pour autant pas spécifiques ; ils traversent, faut-il le rappeler, l'ensemble de la société française. Ils y prennent des formes qui leur sont propres, et la domination masculine s'accompagne d'accommodements et de logiques de promotion des jeunes femmes, en particulier par la réussite scolaire.

Ce tableau en tensions permet d'appréhender les contradictions et les limites des politiques publiques centrées sur la crainte de la paupérisation, du communautarisme et de la délinquance. Il invite à interroger la façon dont ces politiques – des politiques sociales aux politiques économiques, sans oublier les politiques de logement et de la ville – contrebalancent ou favorisent des inégalités sociales et territoriales. Il invite, enfin, à ne pas occulter les effets déstructurants du libéralisme, des dérégulations et de la relégation sociale qu'il produit dans les quartiers et les banlieues populaires.

L'ouvrage est structuré en quatre parties. La première éclaire l'histoire, sociale, politique et économique des banlieues populaires, et singulièrement les mutations qui ont touché la Seine-Saint-Denis. Sont analysées la participation électorale et les stratégies partidaires ainsi que les mobilisations sociales. Comment comprendre la poussée massive de l'abstention et les raisons de l'ébranlement du socialisme et du communisme municipal ? La séquence électorale de 2017 s'inscrit dans la lente érosion du PCF ; elle indique aussi la possibilité de construction d'une force politique à la gauche du parti socialiste. Au niveau municipal, des positionnements différents se dessinent selon les villes, à l'image d'Ivry et du Blanc-Mesnil, face à l'absence de reconnaissance des populations minorisées dans le champ politique. C'est aussi cet enjeu qui émerge de l'histoire, souvent occultée, des mouvements sociaux dans les banlieues populaires, sur lesquels reposent en partie la socialisation des jeunes et les reconfigurations politiques en cours.

La deuxième partie est centrée sur les transformations sociales des banlieues populaires, entre paupérisation et gentrification, déclin et recomposition économiques. L'évolution des milieux populaires et des rapports de classe et d'inégalités dans la France contemporaine est mise en lumière. Le rôle de l'immigration apparaît majeur dans le peuplement des territoires populaires. L'émergence de nouveaux clivages ethno-raciaux, en particulier vis-à-vis des populations roms, met à mal ou parfois conforte les solidarités locales. En réaction à la paupérisation des quartiers populaires, les réponses apportées par la politique de la ville interrogent le biais territorial de ces dispositifs qui n'ont eu aucun moyen véritable pour imposer une redistribution des ressources et lutter contre les discriminations.

La troisième partie analyse les tensions et les conflits qui fragilisent les banlieues populaires. Ces divisions sociales, genrées et urbaines, s'expriment dans les représentations et les images qui sont données de ces territoires. Elles se focalisent sur la place de l'islam dans la cité et sur les questions de sécurité, de violences urbaines et de sentiments d'insécurité, sources d'appréhension, de stigmatisation et de relégation. L'école, la réussite scolaire ou encore la lecture publique et l'accès au savoir attirent également toutes les attentions. Elles produisent de nouvelles pratiques et de nouvelles formes de reconnaissance, mais aussi de discrimination, d'inégalité et de domination que les politiques publiques n'ont pas atténuées.

Enfin, la dernière partie de ce livre revient sur les enjeux d'aménagement et de gouvernement des métropoles et de leurs banlieues populaires. Création institutionnelle résultant en 1964 d'une forme de consensus

politique et de partage des territoires de la région parisienne, la Seine-Saint-Denis est en passe aujourd'hui de se fondre dans un Grand Paris en pleine mutation. Des résistances politiques à cette intégration métropolitaine s'expriment, et le positionnement des premiers intéressés, les habitants, semble ambivalent, partagé entre la crainte d'une relégation accentuée et l'espoir d'un Grand Paris plus solidaire.

Depuis la fin du ^{xix}^e siècle, les banlieues populaires sont restées des laboratoires d'intervention publique, de la promotion de la culture à la requalification du commerce local. La Seine-Saint-Denis est « l'emblème » de la politique de la ville après avoir été celui du logement social. À la lumière de ces expériences, ce livre interroge l'histoire, le présent et les futurs possibles des banlieues populaires, méconnues et trop souvent stigmatisées.

I
HISTOIRE ET PRÉSENT POLITIQUES

Banlieues populaires et recompositions politiques : exemplarité et singularité de la Seine-Saint-Denis

Emmanuel Bellanger

Henri Rey

Dans les banlieues populaires de l'agglomération parisienne, la vie politique est, au tournant des années 1880-1900, associée à l'avènement de la III^e République et du parti républicain. Dans un contexte marqué par une augmentation du chômage et une montée en puissance du rejet des immigrés, ces territoires donnent aussi prise à des « tentations populistes » (Brunet, 1995). Dans toutes les communes banlieusardes du département de la Seine, identifiées au Grand Paris de la Belle Époque, un patriotisme de clocher, animé d'un fort sentiment de relégation, s'épanouit également en réaction à la domination parisienne. Dans ce « département-capitale » formé de 81 municipalités, l'affiliation communale devient un puissant levier d'intégration. Le Grand Paris n'en reste pas moins un territoire composite où les cultures politiques sont de plus en plus clivées. Le parti radical-socialiste, qui domine et unifie au début du xx^e siècle le paysage politique banlieusard, est très tôt concurrencé par les tenants d'un socialisme municipal d'essence réformiste qui entendent prendre en charge le devenir de la classe ouvrière (Lefebvre, 2001).

Au lendemain de la Grande Guerre, les banlieues populaires deviennent ainsi le théâtre de vifs antagonismes. La concentration industrielle conjuguée à l'urbanisation ségréguée et anarchique de l'agglomération parisienne, symbolisée par le mouvement des « zonards » et des « mal-lotés » (Fourcaut, 2000), constitue le cadre de la radicalisation des expressions partisans et syndicales. Celle-ci donne forme à un territoire politique érigé en contre-modèle de l'ordre établi : la « ville rouge ». Dès lors, dans l'agglomération parisienne qui concentre une part essentielle de la croissance urbaine hexagonale, une nouvelle géopolitique s'enracine sous l'autorité de personnalités tutélaires, à l'image

d'Henri Sellier, maire de Suresnes et figure de proue du municipalisme français, ou de Georges Marrane, maire d'Ivry-sur-Seine et précurseur du communisme municipal.

Dans les villes socialistes et communistes de tradition ouvrière, des sociabilités militantes encadrent et fidélisent les sociétés urbaines. Mais en opposition et à distance de ces cités populaires, d'autres modèles de socialisation municipale d'acculturation bourgeoise défendent leurs positions dans les beaux quartiers de la capitale et dans les communes résidentielles de la banlieue (Charle, 1990 ; Pinçon-Charlot, 2003). Dans ces territoires, le gouvernement municipal est le fer de lance des distinctions sociales et de la préservation de la rente foncière (Charmes, 2011). Au contraire, dans les villes socialistes et communistes, le pouvoir local consacre sa légitimité en développant des politiques distributives et des services publics. Dans d'autres cités populaires, à l'image d'Aubervilliers dont le maire n'est autre que Pierre Laval de 1923 à 1944, le corps électoral se singularise en accordant ses suffrages à des élus modérés ou conservateurs qui associent également leur nom à des politiques sociales afin de renforcer la fidélisation de populations en majorité déracinées.

La mise en perspective, dans cette introduction, des ancrages politiques et des formes de socialisation et de politisation qu'ils ont promues est importante pour saisir les recompositions à l'œuvre aujourd'hui ; les communes populaires du temps présent sont bel et bien les héritières de ces expériences et de ces affiliations politiques. Leurs territoires sont hétérogènes, si l'on compare Saint-Denis à Clichy-sous-Bois, mais ils sont le produit d'un profond mouvement de sédimentation d'expériences marquées par l'histoire sociale et urbaine, l'histoire de l'immigration, l'histoire de l'industrialisation et de l'urbanisation, et l'histoire des représentations et des imaginaires.

Les fondations politiques du « 93 »

La Seine-Saint-Denis est constitutive d'une histoire sociale et politique dont les origines remontent à la fin du XIX^e siècle et aux premières tentatives d'implantation du socialisme et du syndicalisme révolutionnaire. Saint-Ouen et Saint-Denis sont, en France, parmi les premières villes ouvrières à se donner pour maires des militants socialistes. Leur magistrature est vite interrompue, mais le socialisme municipal, plus réformiste dans ses intentions et ses pratiques, parvient à s'implanter durablement au Pré-Saint-Gervais, socialiste depuis 1904, à Epinay-sur-Seine, à Livry-Gargan et à Bondy. La cité de Pavillons-sous-Bois est également socialiste, de sa création en 1905 à sa première alternance

politique, lors des élections municipales de 1983. En Seine-Saint-Denis, l'assise communale historique de la SFIO, un parti placé sous l'influence de ses élus locaux, est l'une des clés d'explication du choix d'Épinay-sur-Seine comme lieu de rassemblement, en 1971, du congrès constitutif du nouveau parti socialiste placé sous l'autorité de François Mitterrand (Morin, 2007). Ce choix est aussi un signe adressé aux communistes, qui ont fait de ce territoire leur terre de prédilection.

Depuis le début des années 1920, le territoire de l'actuelle Seine-Saint-Denis est le laboratoire exemplaire de l'implantation communiste (Girault, 2000). Le conseil municipal de Bobigny est l'un des premiers à adhérer, en 1920, à la Section française de l'Internationale communiste (SFIC). Cette ville de tradition maraîchère, composée d'un tissu pavillonnaire populaire, est désignée dès 1924 comme lieu d'accueil de l'école centrale du parti communiste pour former ses cadres et, quatre décennies plus tard, comme ville préfecture du nouveau département, dont l'assemblée est dominée par les élus du PCF. Ces premières villes rouges, qui ont pour référence la ville d'Ivry « capitale du communisme français » (Bellanger, 2017), s'érigent en véritables bastions. Elles doivent servir autant les intérêts d'une population à dominante ouvrière qu'un idéal révolutionnaire et un parti politique inséré dans le système communiste international. Dès les années 1930, à la faveur des dynamiques sociales et politiques du Front populaire, l'empreinte communiste devient hégémonique dans la banlieue nord de Paris. Dans l'immédiat après-guerre, cette hégémonie est désormais totale dans ce qui est encore le département de la Seine ; 50 des 81 communes ont ainsi pour premier magistrat un militant communiste ou sympathisant.

Durant la guerre froide, le régime de coalition anticommuniste, qui lie gaullistes, chrétiens-démocrates, radicaux et socialistes, fragilise l'assise du PCF, mais il ne menace pas pour autant son magistère dans les villes historiques de la banlieue rouge. Imprégnée de considérations partisans et géopolitiques, la réforme de 1964, qui annonce la création des six départements de la petite et de la grande couronne parisienne, vise à endiguer cet enracinement politique malgré l'opposition à cette réforme d'une très large majorité d'élus locaux. Ceux-ci contestent avec virulence le démembrement du département de la Seine, reconnu pour être à l'origine de politiques de péréquations ambitieuses qui ont permis le déploiement des réseaux de commodités urbaines (gaz, eau, électricité, assainissement, etc.) au plus grand profit des communes de banlieue.

Au début des années 1960, les élus du Grand Paris sortent perdants du bras de fer qu'ils ont engagé avec l'État gaullien et son représentant, Paul Delouvrier, délégué général du district de la région de Paris.

Le découpage administratif de 1964 évite que des communistes alliés à des socialistes ne s'imposent aux commandes de l'une des collectivités locales les plus puissantes de France, le conseil général de la Seine. Pour éviter ce scénario, la réforme consacre l'hégémonie communiste, mais en la limitant à un seul département, la Seine-Saint-Denis. Pour les socialistes, à l'instar de Jacques Carat, élu de Cachan et président de l'Union des maires de l'agglomération parisienne : « Sans contestation possible, le département de la Seine-Saint-Denis a été sacrifié aux communistes en y accumulant 21 municipalités communistes sur 40 d'une population de 750 000 habitants sur 1 100 000, regroupant 631 conseillers municipaux sur 1 126. » (OURS, 1966)

Aux dires de nombreux observateurs, la Seine-Saint-Denis aurait été abandonnée aux communistes. L'analyse n'est pas sans fondement ; en région parisienne, le PCF dispose en effet depuis le début des années 1950 de quatre puissantes fédérations, Seine Nord-Est, Seine Sud, Seine Nord-Ouest et Paris. Coïncidence peut-être, le périmètre de ces fédérations épouse, dans ses grandes lignes, celui des nouveaux départements dessinés par le ministère de l'Intérieur et les barons gaullistes. En Seine-Saint-Denis, dès le premier tour des élections cantonales de 1967, le PCF obtient 18 sièges sur 34 et 25 au second tour. Cette prépondérance s'accroît dans les années 1970. Aux municipales de 1971, à la faveur de la reconduction des listes d'union, les maires communistes se retrouvent à la tête de 22 des 40 municipalités du département, dont 14 ont plus de 30 000 habitants. Dans l'imaginaire militant et dans les représentations médiatiques, la Seine-Saint-Denis devient dès lors le seul « département rouge », à majorité communiste, loin devant le Val-de-Marne, l'Allier, l'Essonne, la Meurthe-et-Moselle, la Corrèze ou les Alpes-Maritimes¹. Cette expérience séquano-dionysienne est importante, car elle renoue avec les précédents politiques de 1936 et de l'immédiat après-guerre, marqués par l'élection de Georges Marrane à la tête du conseil général du département de la Seine. Elle est d'autant plus valorisée qu'elle conforte l'image de l' élu bâtisseur et gestionnaire que souhaitent se donner les « notables » du PCF, pour reprendre l'expression employée dès 1967 par Lucien Mathey, secrétaire de la fédération de la Seine-Saint-Denis².

1. Ces départements ont tous vu l'élection d'un président de conseil général communiste. Le Val-de-Marne est, en 2018, le seul département à présidence communiste.

2. Archives départementales (désormais abrégé en AD93), 4 AV/634, intervention au comité central des 17 et 18 octobre 1967.

Dès sa fondation, ce département occupe une position stratégique et symbolique. À partir de 1971, la fête de l'Humanité quitte définitivement le bois de Vincennes pour le parc départemental paysager de La Courneuve, devenant le site officiel du plus grand rassemblement communiste. Le PCF tient également dans le « 93 » une dizaine de congrès, dont le XX^e à Saint-Ouen, en décembre 1972, qui consacre le programme commun signé le 27 juin 1972. Il finit par y délocaliser le siège de *l'Humanité*, inauguré à Saint-Denis en 1989. La CGT, la centrale syndicale affiliée à l'histoire du communisme français, choisit également le « 93 » et la ville de Montreuil, communiste depuis 1935, pour y construire son nouveau siège.

Alors que la désindustrialisation sape, dès les années 1960, les fondements de l'implantation communiste dans les banlieues populaires, le PCF s'efforce d'innover en développant sa politique de « contrat communal », censée associer la population à la réalisation des programmes municipaux. Pour renforcer sa légitimité, il ouvre également ses listes à des chrétiens et à des représentants des classes moyennes, souvent enseignants. En Seine-Saint-Denis, un épiscentre de son ressourcement militant et logistique, ce parti compte, au début des années 1970, près de 20 000 adhérents contre moins de 1 500 socialistes¹. Cette ascension cache cependant un profond bouleversement. À l'image des militants, les élus locaux communistes se désouvrièrent (Pudal, 2009 ; Mischi, 2014).

La fin de l'hégémonie communiste

Au lendemain des élections municipales de 1977, le PCF dirige 28 municipalités et l'année suivante il conquiert les 9 sièges de députés du département. C'est l'apogée de la domination communiste sur ce territoire. Elle résulte pour partie de la politique d'union de la gauche, qui profite au PCF là où il est le mieux implanté, mais qui masque également la progression considérable du Parti socialiste, son allié, contraint à se désister quand le PCF le devance. Trois ans plus tard, avec la victoire de Mitterrand à l'élection présidentielle, le paysage change sensiblement. Au premier tour de cette élection, le leader communiste Georges Marchais devance de près de 3 points, cas presque unique en France², le candidat socialiste (27,3 % des voix contre 24,5 %) en Seine-Saint-Denis.

1. Fondation Jean-Jaurès, 12 EF 93-94 ; AD93, 179J17, fonds Jacques Garcia.

2. Il en va de même dans les Bouches-du-Rhône avec une avance de presque deux points de Georges Marchais sur François Mitterrand

En revanche, à l'occasion des législatives de la même séquence électorale, le PS enlève quatre sièges au PCF, qui en conserve 5. Le monopole de représentation parlementaire de la gauche demeure, mais non le monopole communiste. Les revers enregistrés aux municipales de 1983, entachées de plusieurs épisodes de fraude caractérisée (Aulnay-sous-Bois, Noisy-le-Grand), restreignent le domaine municipal de la banlieue rouge tandis qu'à l'échelle nationale un nouvel affaïssement électoral est enregistré aux élections européennes de 1984.

Après celle de 1981, la rétraction électorale de 1984 fait entrer définitivement le PCF dans le statut de force politique minoritaire. Une page est bien tournée. L'instauration du mode de scrutin proportionnel pour les élections législatives de 1986 opère une redistribution générale des cartes. Il y a maintenant non plus 9, mais 13 sièges à pourvoir, et le PCF n'en conserve que 3 alors que la droite et le Front national s'en adjugent respectivement 4 et 2. Le retour au scrutin majoritaire permet de maintenir jusqu'au début des années 2000 une présence assez constante, d'environ 5 députés communistes, à l'Assemblée nationale. Au-delà, la fragmentation interne du PCF et l'affiliation à des courants proches mais externes (Convention pour une alternative progressiste, Fédération pour une alternative sociale et écologique...) d'un nombre important de ses élus représentent une autre dimension de ce déclin.

L'évocation de la fin de l'hégémonie communiste en Seine-Saint-Denis est certes expressive, encore s'agit-il d'en bien cerner les causes. Elles sont multiples et se combinent. On peut en effet citer les effets de la désindustrialisation, l'échec des politiques locales conduites pour retarder ou contenir la disparition des implantations industrielles, la difficulté à comprendre les évolutions sociales et à laisser une place à la jeunesse issue de l'immigration, l'épuisement d'un modèle original de gestion communale, la crise des grands ensembles qui recouvrent une partie importante de ce territoire ou encore la marginalisation du PCF sur la scène nationale.

La relève provisoire du parti socialiste

Apparue à l'échelle nationale aux législatives de 1978, la tendance à un rééquilibrage des rapports de force entre PS et PCF ne fait que s'accroître sous la présidence de François Mitterrand. En Seine-Saint-Denis, cette tendance est de moindre ampleur, et même en partie différée. Malgré le lien introduit entre la rénovation socialiste et ce territoire par le choix du lieu du congrès d'Épinay-sur-Seine de 1971, le socialisme y est alors réduit à quelques enclaves d'où émergent certaines figures

de notables bien implantés. Bondy, avec Claude Fuzier, qui a dirigé le journal de la section française de l'Internationale ouvrière – *le Populaire* –, Livry-Gargan, avec Alfred-Marcel Vincent, Épinay-sur-Seine, avec Gilbert Bonnemaïson, le Pré-Saint-Gervais, où Marcel Debarge, postier inscrit à la Confédération générale du travail et ancien membre du parti socialiste unifié, offre un profil différent de celui des vétérans de la SFIO. L'heure est encore, au cours des années 1970, à des alliances modestes avec le PCF tout-puissant, tant au plan départemental que dans les coalitions municipales.

Replié sur ses bastions, pratiquant le clientélisme, le PS reste peu ouvert, sinon méfiant à l'égard des nouvelles adhésions suscitées par l'essor national du parti. Les évolutions sociodémographiques qui transforment le peuplement de ce territoire lui sont pourtant favorables. Les études microlocales menées sur un ensemble continu de neuf communes font apparaître, d'un recensement à l'autre, une forte corrélation entre la progression des couches moyennes salariées, en particulier des employés, et celle du vote socialiste (Chiche *et al.*). La déprolétarianisation entraînée par le long processus de désindustrialisation laisse une place désormais majoritaire dans bien des communes à l'ensemble formé dans la population active par les employés et les professions intermédiaires. Du côté des adhérents socialistes, au milieu des années 1980, ce sont les cadres supérieurs qui sont surreprésentés, comme dans les autres fédérations de la région parisienne, et on ne compte que 8 % d'ouvriers (Rey & Subileau, 1991). Pour Marcel Debarge, « Si vous vivez la vie de la fédération, c'est parisien par certains côtés et c'est très provincial par d'autres. » (Rey & Subileau, 1991)

Les spécificités tiennent à l'environnement. Renforcé par l'adhésion de syndicalistes à la Confédération française démocratique du travail (CFDT), à Force ouvrière (FO) et dans une moindre mesure à la CGT, le PS finit par être présent dans toutes les mobilisations locales ; il observe et reproduit les pratiques militantes de son partenaire communiste. De même, la cohésion interne est plus qu'ailleurs demandée aux adhérents, l'expression publique des divergences, plus contenue. L'affaiblissement et les divisions du PCF, dont les soutiens ouvriers se sont raréfiés et ont vieilli, permettent au PS d'envisager une relève et la fin d'une situation d'acteur local de second plan. Cette relève est conduite, à la suite de Marcel Debarge, par un stratège bien décidé à mettre un terme à une domination communiste de plus en plus poussive sur les instances départementales : Claude Bartolone, élu du Pré-Saint-Gervais et des Lilas, membre de la direction nationale du PS et proche lieutenant de Laurent Fabius. Ministre de la Ville dans le gouvernement

de Lionel Jospin, il est issu d'une famille populaire immigrée et a connu la vie dans les cités sans jamais avoir émargé à la tradition communiste. Avant qu'il ne s'empare, en 2008, de la présidence du conseil général, ses proches partent à la conquête des municipalités communistes, parfois avec succès : Pantin est conquise en 2001 par Bertrand Kern, et Clichy-sous-Bois en 1995 (après un épisode divers droite), mais Saint-Denis et La Courneuve lui échappent.

Pour grignoter progressivement le domaine municipal communiste, le PS s'allie aux Verts, très actifs dans le mouvement associatif, qui ont fait élire un maire à l'Île-Saint-Denis, rallié celui de Sevran et dirigeront, avec Dominique Voynet, la mairie de Montreuil de 2008 à 2014. Au conseil général, Claude Bartolone s'entoure de jeunes militants, issus du Mouvement de la jeunesse socialiste et collaborateurs parlementaires, qui s'efforcent de conquérir de nouvelles positions, comme Mathieu Hanotin, qui ravit à Patrick Braouezec son siège de député de Saint-Denis en 2012. Favorable à l'intégration de la Seine-Saint-Denis dans un Grand Paris réunissant la capitale et la petite couronne, le président du conseil général s'efforce de redresser les finances publiques d'un département pauvre et endetté, et d'attirer des investisseurs et des promoteurs immobiliers.

Aux municipales de 2008, le PS poursuit son avancée en gagnant les villes communistes d'Aubervilliers et de Pierrefitte, et en prenant Aulnay-sous-Bois à la droite. La domination socialiste sur le département semble cette fois accomplie, en phase avec une période qui s'annonce exceptionnellement faste pour cette formation à l'échelle nationale. L'élection présidentielle de 2007 a en effet vu la candidate socialiste Ségolène Royal réussir ses meilleurs scores en Seine-Saint-Denis et parvenir à mobiliser très largement les électeurs, pourtant souvent abstentionnistes, des quartiers populaires, aidée en cela par les provocations du candidat de droite. Cinq ans plus tard, François Hollande, qui a tenu au Bourget un discours prometteur pour l'électorat de gauche, bénéficie également d'un large soutien et du rejet pérenne de Nicolas Sarkozy. On sait comment, le temps d'une mandature, tout ce capital électoral et de liens politiques sera dilapidé, élection après élection. Aux municipales de 2014, pour la première fois dans l'histoire de ce département, la droite et le centre l'emportent dans une majorité de villes de Seine-Saint-Denis (21 sur 40). Certes, en 2015, la gauche, avec une courte majorité PS, conserve l'exécutif départemental, mais, en 2017, c'est le candidat de la France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, qui est en tête à la présidentielle en retrouvant de manière très suggestive les anciens bassins de vote communiste ; aux législatives de juin 2017, le

PS perd ses neuf sièges de députés, tandis qu'Insoumis et communistes en obtiennent 7, et les nouveaux venus de La République en marche, 3. Fin d'une époque.

La Seine-Saint-Denis dans les incertitudes des recompositions politiques

Soumis à de fortes contradictions, ce territoire est à la fois pauvre pour une grande partie de sa population et plein de ressources liées à son inscription dans la dynamique métropolitaine. Il est une terre d'accueil des immigrés et est déjà marqué par la gentrification ; mais son caractère composite s'est constitué dès sa formation comme département regroupant l'ancienne Seine et l'ancienne Seine-et-Oise. Il n'a sans doute vécu les deux dominations successives de sa vie politique, communiste et socialiste, qu'à travers de fortes tensions. Depuis quatre décennies, un symptôme signale le trouble et la désaffection d'une part importante de la population : l'abstention, plus importante qu'ailleurs. Celle-ci se nourrit de la progression du chômage (*Hérodote*, 1986), du refus d'accorder aux résidents étrangers non communautaires – particulièrement nombreux en Seine-Saint-Denis – le droit de vote aux élections locales, ou encore de la dégradation de la vie sociale dans les cités. Cette abstention, souvent majoritaire dans les élections intermédiaires, se redouble d'une mal-inscription sur les listes électorales, bien mise en lumière par l'étude du bureau de vote de la cité des Cosmonautes à Saint-Denis (Braconnier & Dormagen, 2007b). C'est par le détour de l'abstention que des électeurs venus de la gauche, socialiste et communiste, se tournent vers le vote Front national au milieu de la seconde moitié des années 1980, et non par transfert direct de l'électorat communiste comme l'ont avancé certains médias (Platone & Rey, 1989).

La Seine-Saint-Denis figure alors, avec le littoral méditerranéen, parmi les territoires les plus favorables à la formation lepéniste, qui fait élire deux députés en 1986. Ses succès électoraux ne s'accompagnent pas d'un enracinement militant de même ampleur. Souvent, les élus municipaux d'opposition cessent de siéger en cours de mandat et l'influence lepéniste s'érode tandis que la scission conduite par Bruno Mégret en 1998 affecte très largement la structure locale de cette formation. Aux élections présidentielles suivantes, le FN est nettement en dessous de ses résultats nationaux (devancé par Lionel Jospin au premier tour de 2002, réalisant 9 % des exprimés en 2007, 13 % en 2012 et 2017). Cette faiblesse relative de l'extrême droite favorise l'enracinement ou la percée de la droite classique et du centre dans de nombreuses villes du département.

Les localités résidentielles de l'ancienne Seine-et-Oise élisent des maires de droite depuis le début du ^{xx}e siècle dans les secteurs les plus favorisés du Raincy ou de Villemomble ; Le Nouveau Centre s'implante, lui, au milieu des années 1990 à Drancy, puis en 2014 à Bobigny, villes emblématiques du communisme municipal. Épinay-sur-Seine, ville socialiste, est conquise par le Modem en 1995 ; Saint-Ouen et Le Blanc-Mesnil, communistes, sont, elles aussi, conquises par la droite en 2014, et Aulnay-sous-Bois est reprise au PS par la droite la même année. Le domaine municipal conservateur s'est étendu. Ces succès de la droite soulignent en creux l'usure et les failles des gestions de la gauche, et en particulier sa difficulté et ses retards à promouvoir les élites issues de l'immigration (Masclét, 2003) qui, lassées d'être marginalisées, ont pu opter pour de nouvelles alliances. Il en résulte une faible lisibilité et une grande variabilité des rapports de force politiques en Seine-Saint-Denis, territoire où plus qu'ailleurs sans doute s'impose, avec la marginalisation des partis traditionnels, un fort désir de changement.

**Le « 9-3 » des communistes.
Où en est le communisme municipal ?**

Roger Martelli

Le « 9-3 » a été l'archétype de la banlieue rouge et le seul véritable département bastion du Parti communiste français. Or son évolution politique s'est alignée sur un mouvement de rétraction qui affecte l'ensemble du communisme municipal.

Le contexte national

En 2008, le PCF revendiquait entre 724 et 751 communes de toutes tailles regroupant 3,2 millions d'habitants. Cette population administrée était à 85 % concentrée dans 194 communes de plus de 3 500 habitants. Plus de la moitié de ces villes se répartissait dans huit départements (*cf.* tableau ci-dessous).

Tableau 1 – Répartition départementale des villes PC

Hiérarchie 2008 (nombre de communes)		Hiérarchie 2008 (population)	
Nord	26	Seine-Saint-Denis	487 943
Pas-de-Calais	16	Val-de-Marne	467 559
Bouches-du-Rhône	14	Bouches-du-Rhône	242 370
Val-de-Marne	12	Nord	217 801
Seine-Saint-Denis	11	Hauts-de-Seine	200 796
Seine-Maritime	8	Rhône	136 016
Isère	7	Pas-de-Calais	122 023
Meurthe-et-Moselle	7	Isère	117 186

(Source : Martelli, 2008)

En 2014, le PCF a vu son assise urbaine se réduire de près d'un quart et sa population administrée diminuer d'environ 570 000 habitants (le recul étant atténué par la reconquête des 180 000 habitants de Montreuil et d'Aubervilliers). Lors des élections précédentes, le PCF pouvait perdre de nombreuses villes et reconquérir d'anciennes positions. En 2014, le déficit est d'une cinquantaine de communes de plus de 3 500 habitants. Le PCF ne gère plus que 5,4 % de la population urbaine métropolitaine contre 23 % en 1977.

Depuis trente ans, l'érosion est plus ou moins forte, mais elle est continue, quelle que soit la conjoncture politique (Martelli, 2014b) et quelle que soit la stratégie politique retenue, Union de la gauche classique, Front de gauche ou listes proprement communistes.

Tableau 2 – Communes de plus de 3 500 habitants de 1977 à 2014

Année	Nombre	Différence	Indice	Population administrée (millions)
1977	380			7,7
1983	347	- 33	91	6,1
1989	254	- 93	73	4,6
1995	228	- 26	90	4,0
2001	193	- 35	85	3,0
2008	195	2	101	2,9
2014	146	- 49	75	2,4

(Source : Martelli à partir des données INSEE et du ministère de l'Intérieur)

De l'âge d'or de la banlieue rouge à la fin de l'exception francilienne

Dans l'imaginaire collectif, l'implantation du communisme français a toujours été associée à la « banlieue rouge » de la région parisienne. Ce territoire politique s'est construit en trois temps : le moment pionnier (en 1924, 8 municipalités sur les 79 que compte l'ancien département de la Seine) ; la mise en place des « bastions » (56 municipalités en Seine banlieue et en Seine-et-Oise en 1935 ; 145 à la Libération) et l'apogée des années 1960-1970 (voir tableau).

Le traumatisme de 1983 ouvre la longue phase du déclin, à peine interrompu en 2008. Depuis les années 1980, c'est dans le territoire emblématique de la banlieue rouge, où l'abstention s'est envolée, que le déclin du vote communiste a été particulièrement sensible. Au maximum

BANLIEUES POPULAIRES

de son influence, en 1977, le PCF était à la tête de 147 municipalités de l'agglomération parisienne ; il administrait un tiers de la population francilienne. Aujourd'hui, seul un dixième de cette population, répartie dans 38 communes, a pour maire un élu communiste ou apparenté.

Tableau 3 – Les mairies communistes en région parisienne depuis 1965

	1965	1971	1977	1983	1989	1995	2001	2008	2014
Nombre de communes	79	94	147	106	84	69	53	49	38
Population administrée par le PC (unité : million)	1,9	2,4	3,3	2,7	2,1	1,9	1,5	1,4	1,2
Les mairies communistes en France	1 134	1 150	1 464	1 460	1 124	873	786	725	Pas de données nationales
% des communes franciliennes administrées par le PC	6,2	7,3	11,5	8,3	6,6	5,4	4,1	3,8	3,0
% de la population francilienne administrée par le PC	22,3	25,8	33,1	26,6	21,2	17,7	13,4	12,3	10,3

(Source : Martelli à partir des données INSEE et du ministère de l'Intérieur)

La perte du bastion départemental

Le département de la Seine-Saint-Denis est le symbole le plus fort de ce délitement. Les promoteurs du redécoupage francilien, au début des années 1960, avaient regroupé les communes les plus « rouges » de la banlieue industrielle du nord-est pour constituer une sorte de « bantoustan » communiste. Au départ relativement homogène, ce nouveau territoire a compté jusqu'à 27 municipalités communistes sur 40 au lendemain des élections de 1977 : elles regroupaient 80 % de la population départementale. En 1978, neuf députés sur neuf étaient des membres du PCF.

Figure 1 – Maires communistes et apparentés en Seine-Saint-Denis



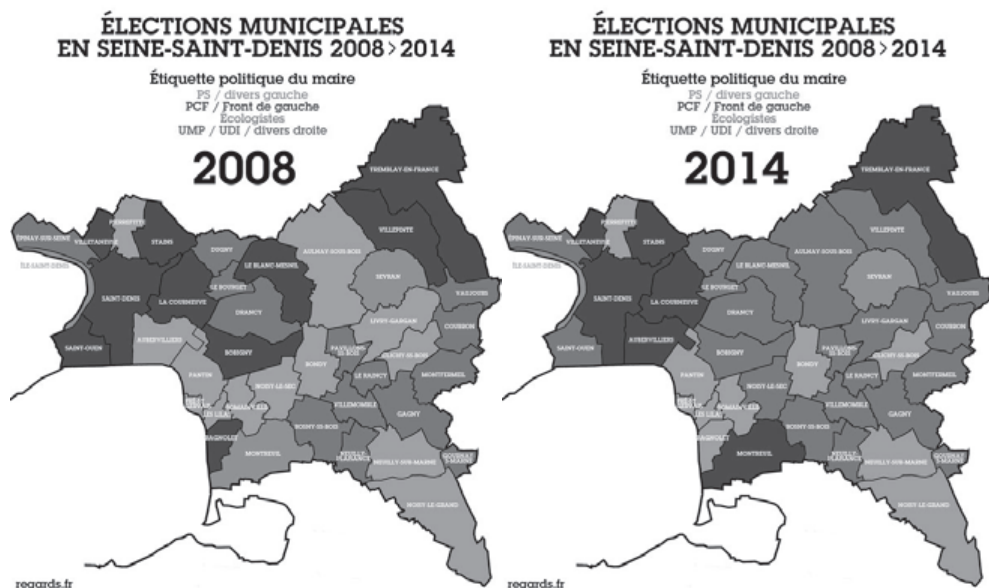
(Source : Martelli, 2014a)

Crédit : magazine *Regards*/© magazine *Regards*

Depuis, l'homogénéité relative de ce territoire s'est défaite au gré des replis industriels, de la déprolétarianisation et des ségrégations spatiales (Martelli, 2004). L'hégémonie communiste en pâtit dès 1983, quand le PCF perd sept villes au profit de la droite. Dans les années 1990, quand la droite s'essouffle, c'est le parti socialiste qui prend la relève. Au printemps de 2008, l'arrivée du socialiste Claude Bartolone à la tête du conseil général parachève la victoire des socialistes en Seine-Saint-Denis. En trente ans, les communistes ont perdu 20 de leurs 27 municipalités et celles-ci ne regroupent plus qu'un gros quart de la population du « 9-3 ». Bobigny, Bagnolet et Saint-Ouen, communistes depuis 1920, 1928 et 1945, sont perdues en 2014 au profit du PS (Bagnolet) ou de la droite.

BANLIEUES POPULAIRES

Figures 2 et 3 – Élections municipales en Seine-Saint-Denis
entre 2008 et 2014



(Source : Martelli, 2014a)

Crédit : magazine *Regards*/© magazine *Regards*

Tableau 4 – L'équilibre municipal en Seine-Saint-Denis

	PCF	PS	Droite	Verts	Autres
1971	22	6	12		
1977	27	6	7		
1983	20	6	14		
1989	19	6	15		
1995	18	10	12		
2001	13	8	17	1	1 PC dissident
2008	11	11	16	2	
2014	7	8	21	2	2 DVG

(Source : Martelli à partir des données INSEE et du ministère de l'Intérieur)

La distribution territoriale des votes est bouleversée. En 2014, la gauche communiste et socialiste reste implantée dans les pôles périphériques de développement : la Plaine de France au sud-ouest, la zone autour de Roissy au nord-est et le pôle relié à Marne-la-Vallée au sud-est. Au contraire, le centre, enclavé et déstructuré, échappe au PC et à la gauche. Dans ce département défavorisé de la petite couronne, l'ampleur de la dépense sociale a limité les politiques d'aménagement global du territoire, au détriment apparent du centre. Longtemps hégémonique, le PC se voit attribuer la responsabilité première de cette carence. Dès 2001, les pertes de Drancy, de Noisy-le-Sec et de Romainville sont les premiers symboles de ce retournement.

La Seine-Saint-Denis fut pendant quelques décennies un espace relativement homogène (la banlieue), avec une sociologie dominante (le monde ouvrier de la seconde révolution industrielle) et une vie politique marquée par l'hégémonie communiste. Depuis cinq décennies, la désindustrialisation et les mutations économiques et sociologiques ont défait le tissu initial de la banlieue rouge. Entre les communes « gentrifiées » (Collet, 2008) où vit toujours une population fragilisée (Montreuil, Saint-Ouen, Bagnolet), les villes de plus en plus appauvries (La Courneuve, Bobigny, Villetaneuse, Aubervilliers, Pierrefitte...) et les villes bénéficiant d'un pôle de croissance (Tremblay ou Saint-Denis), les écarts se sont creusés, rendant plus complexes la recherche de gestions territoriales redistributives cohérentes. Crise de l'État-providence et délitement des sociabilités populaires anciennes se combinent pour fragiliser l'assise territoriale du communisme banlieusard.

Dans un contexte de désarroi politique où une majorité du corps électoral ne se reconnaît plus dans les institutions (or en Seine-Saint-Denis le PCF « est » au départ l'institution), un déplacement même faible des voix peut faire basculer des majorités. Dans les années 1980, la droite en profite, dopée par son néolibéralisme et par ses « quadras » qui partent à la conquête de la citadelle que le gaullisme des années 1960 et 1970 n'avait pu écorner. Puis, quand la vague néolibérale s'essouffle (fin des années 1990), le socialisme prend la relève, assuré que le moment est venu de mettre fin à l'« exception » départementale. En 2014, le socialisme étant lui-même en panne, c'est à nouveau la droite qui reprend l'offensive, à partir du trésor de guerre drancéen, capté par Jean-Christophe Lagarde.

Parcellisation sociale, vote incertain

Les villes administrées par le PC¹ restent des villes populaires. Mais elles n'ont plus la forte identification sociale qui les distinguait naguère. Jusqu'en 1975, la croissance démographique des villes communistes est supérieure à la moyenne nationale. Le mouvement s'inverse dans la décennie suivante. Entre 1990 et 1999, ces villes connaissent même un léger tassement, récupéré depuis, mais dans une proportion moindre que la France métropolitaine. Au total, les 767 communes observées ont vu leur part dans la population française reculer entre 1975 (6,4 %) et aujourd'hui (5,7 %). Croissance moindre, attractivité moindre, les villes communistes de la Seine-Saint-Denis n'échappent pas à cette évolution.

Tableau 5 – Population de 1962 à 2012

	Évolution en indices						
	1968/ 1962	1975/ 1968	1982/ 1975	1990/ 1982	1999/ 1990	2007/ 1999	2012/ 2007
Villes PCF 93	112	104	99	103	98	111	103
Seine-Saint-Denis	115	106	100	104	100	109	102
Villes PCF France métropolitaine	110	108	100	101	99	104	102
France métropolitaine	107	106	103	104	103	106	103

(Mise en forme: Martelli à partir des données INSEE et du ministère de l'Intérieur)

Les communes dirigées par le PCF sont en moyenne un peu plus jeunes, comptent deux fois plus d'étrangers et davantage de chômeurs. Les formations scolaires les plus courtes y sont plus nombreuses, les plus longues y sont moins denses. On y trouve un peu moins de cadres et de professions intermédiaires, un peu plus d'ouvriers et d'employés, sensiblement moins de propriétaires et davantage de locataires HLM. Il reste donc un zeste d'originalité sociologique globale dans les communes administrées par des communistes. Le trait est un peu plus fort dans leurs villes de Seine-Saint-Denis qui, en 2007, comptaient deux fois plus d'étrangers que la moyenne nationale des villes encore détenues par le PCF, davantage de non-diplômés et nettement plus de locataires HLM.

1. Les analyses et les tableaux ci-après portent sur 767 communes métropolitaines qui ont ou ont eu à leur tête un maire communiste ou « apparenté » en 2008 et en 2014. Ils ont été établis à partir d'un fichier de données, de 1962 à 2012 pour les données sociodémographiques, de 2002 à 2015 pour les données électorales.

Tableau 6 – Population par villes

Commune	Part dans la population (%)						
	Population nationalité étrangère	Sans diplôme et CEP	Bac et bac +	Résidents depuis moins de 2 ans	Résidents depuis 10 ans ou plus	Proprié- taires	HLM
Villes PCF 93	24,9	28,3	21,6	10,2	40,2	33,1	40,2
Total Seine- Saint-Denis	21,1	25,9	23,9	10,0	41,4	40,7	34,5
Villes PC France métropolitaine	11,3	26,4	22,7	10,1	45,6	48,3	28,6
France métropolitaine	5,8	22,4	27,8	11,7	44,9	59,1	15,2

(Source : Martelli à partir des données INSEE et du ministère de l'Intérieur)

Comment ont évolué les groupes sociaux ? Comme partout ailleurs. La part des cadres et des professions intellectuelles supérieures a plus que doublé entre 1968 et 2010, tandis que celle des catégories les plus populaires (employés et ouvriers) se tassait légèrement. En 1968, il y avait 4,5 fois plus d'ouvriers et d'employés que de cadres ; en 2010, il y en a 1,7 fois plus, soit un rapport proche de ce que l'on observe à l'échelle du territoire métropolitain. À cette date, il y a presque autant de cadres que d'ouvriers et d'employés (environ un tiers pour chaque groupe). L'espace historique du communisme reste populaire (deux tiers des actifs sont ouvriers ou employés), mais il n'est plus prolétarien.

BANLIEUES POPULAIRES

Tableau 7 – Cadres et professions intermédiaires

Évolution en indices						
	1975/ 1968	1982/ 1975	1990/ 1982	1999/ 1990	2010/ 1999	
Villes PCF 93	129	102	118	105	118	
Villes PC France métropolitaine	129	112	119	112	123	
Seine-Saint-Denis	127	104	118	105	118	
France métropolitaine	132	118	122	117	122	
Part dans la population (%)						
	1968	1975	1982	1990	1999	2010
Villes PCF 93	8,0	10,4	10,6	12,6	13,2	15,7
Villes PC France métro	6,6	8,5	9,6	11,4	12,8	15,7
Seine-Saint-Denis	9,2	11,7	12,1	14,3	14,9	17,6
France métropolitaine	6,6	8,7	10,3	12,5	14,7	17,9

Tableau 8 – Ouvriers et employés

Évolution en indices						
	1975/ 1968	1982/ 1975	1990/ 1982	1999/ 1990	2010/ 1999	
Villes PCF 93	100	95	96	93	93	
Villes PC France métropolitaine	102	99	99	97	95	
Seine-Saint-Denis	100	97	97	94	92	
France métropolitaine	105	102	100	100	97	
Part dans la population (%)						
	1968	1975	1982	1990	1999	2010
Villes PCF 93	37,4	37,2	35,5	34,2	31,9	29,7
Villes PC France métro	29,5	30,2	30,0	29,6	28,7	27,4
Seine-Saint-Denis	34,4	34,5	33,4	32,2	30,4	28,0
France métropolitaine	24,2	25,4	25,8	25,8	25,7	24,8

(Mise en forme : Martelli à partir des données INSEE et du ministère de l'Intérieur)

Pour limiter l'empreinte environnementale de leurs livres,
les éditions de l'Aube font le choix de papiers
issus de forêts durablement gérées et de sources contrôlées.

Ce fichier a été généré
par le service fabrication des éditions de l'Aube.
Pour toute remarque ou suggestion,
n'hésitez pas à nous écrire à l'adresse
num@editionsdelaube.com

a été achevé d'imprimer en août 2018
pour le compte des éditions de l'Aube
rue Amédée-Giniès, F-84240 La Tour d'Aigues

Dépôt légal : septembre 2018
pour la version papier et la version numérique

www.editionsdelaube.com